
Avoir 20 ans en Algérie

Nacer Lamine

Entre deux temps, entre deux guerres, entre deux jeunesse, qu'est devenue l'Algérie? Un pays difficile à reconnaître, par ses propres citoyens, où des centaines de milliers d'armes sont distribuées à des jeunes qui n'auront connu que la violence et la guerre.

Janvier 1992-Janvier 1998. Il y a six ans, mon pays, l'Algérie, plongeait dans la crise la plus meurtrière depuis son indépendance. Six ans après l'interruption du processus électoral en décembre 1991 et le début des violences politiques, l'Algérie continue de vivre l'une des périodes les plus dramatiques de son histoire. D'une violence qui a débuté par des attentats contre les forces de l'ordre, on s'est acheminé vers une véritable guerre qui a pris au piège la société civile. Les violences de ces derniers mois contre les civils ont été particulièrement atroces.

Aujourd'hui, je ne reconnais pas mon pays. À 24 ans, je n'ai connu qu'une seule Algérie. Celle de Chadli. L'Algérie d'une crise sans fin. Celle des inégalités sociales et de l'injustice. Une Algérie morose aujourd'hui en proie à une violence de plus en plus difficile à comprendre. L'Algérie de la déchirure et de la misère. Bref, l'Algérie de tous les maux. Mais, le plus important est sans doute ce qui s'est produit en six ans, ce qu'il convient d'appeler aujourd'hui, sans aucun complexe: une guerre. Nous sommes passés d'une authentique démocratie en voie de construction à une véritable dictature. De l'espoir au désespoir. À la faveur d'une violence dont les origines sont parfois, voire souvent, difficiles à déterminer, le pouvoir militaire a réussi à confisquer des libertés chèrement acquises après plusieurs années de luttes, dont la dernière étape était la révolte d'octobre 1988. À cette époque, je n'avais que quatorze ans. Trop jeune pour comprendre cette révolte qui se déroulait de surcroît loin de mon petit

Printemps 1998

village en Kabylie. Aujourd'hui, mon pays a profondément changé. Je n'ai pas vraiment connu le parti unique. Quand je commençais à comprendre les choses, le Front de libération nationale (FLN) vivait ses dernières années. Mais, aujourd'hui, je pense que par rapport au système-RND (Rassemblement national démocratique), l'ex-parti unique passe pour un modèle de démocratie.

La dernière fois que je suis reparti chez moi, c'était il y a un an, en mars 1997. Cela faisait dix-huit mois que je n'avais pas vu mon pays. Quand j'y suis arrivé, j'ai été d'abord choqué par ce que j'ai vu à l'aéroport. C'était quelque chose de trop agressif pour ne pas réagir. En descendant de l'avion à l'aéroport de Béjaïa, nous avons été accueillis par des militaires. Ils étaient armés de kalachnikovs et avaient l'air stressé. Mais ils étaient surtout jeunes. On ne voyait pas leur regard. Ils portaient tous des lunettes de soleil. Mais on devinait une certaine agressivité, voire un mépris dans leur façon de se tenir. Quelques-uns devaient avoir mon âge, peut-être moins. Mais j'avais senti qu'entre eux et moi, il n'y avait aucun moyen de communiquer. Il y avait une sorte de ligne rouge, comme une frontière qu'eux seuls pouvaient franchir, pas moi. Avant, l'armée algérienne était celle du peuple. Sa seule raison d'exister était justement de défendre ce peuple. En descendant de l'avion, j'ai compris que ce n'était plus le cas. J'avais l'impression que ces militaires n'étaient pas là pour nous défendre, mais pour nous faire peur et, pourquoi pas, pour nous terroriser. C'était une certaine méfiance qui m'a semblé à la fois normale et bizarre. Normale, parce que j'étais tout de même au courant que mon pays était en état de guerre. Bizarre, parce qu'entre jeunes Algériens, nous n'étions pas habitués à pareille méfiance. Entre jeunes (du peuple), nous avons d'autres codes. Notre «entente» reposait sur le rejet unanime du système. Aujourd'hui, il m'a semblé que beaucoup de jeunes ont choisi, volontairement ou pas, ce système. C'est ainsi que j'ai compris que l'Algérie a profondément changé.

Ces changements, je les ai perçus plus tard, durant mon séjour en Algérie. En marge de la société «normale», une société parallèle s'est développée. Elle a ses propres lois et son propre mode de fonctionnement. Les affaires, les cabarets, la débauche, la prostitution... en sont sa face la plus visible. La haine, la déchirure, l'instrumentalisation de la violence... en sont la face cachée.

Sur la route qui mène à mon village, il y avait aussi des barrages dressés par des policiers, des gendarmes ou des militaires. Là encore, ils étaient jeunes. Là encore, ce sont les mêmes rapports qui se sont installés entre nous. La méfiance. Les vieux, ceux qui ont contribué à l'effondrement spectaculaire du pays, sont ailleurs. Ils ne meurent jamais dans les attentats terroristes. Être «martyrs» ne les intéresse pas. Ils ont laissé ce privilège aux jeunes. Du côté des islamistes, c'est la même logique. Mourir pour l'Algérie est tellement une belle chose qu'il faut qu'elle soit réservée aux jeunes, de préférence des enfants du peuple. Ils nous ont expliqué, depuis

longtemps, que la révolution était du peuple et pour le peuple. Pourquoi devraient-ils tout changer aujourd'hui?

Arrivé chez moi, j'ai appris que de nombreux jeunes de mon village sont devenus soit des militaires soit des policiers. Ils sont au moins une vingtaine, alors qu'il y a six ans, le village ne comptait que deux militaires et un policier. Les autres ont rejoint la garde communale qui venait d'être créée bien que la région soit très calme. Entre eux et moi j'ai ressenti aussi une sorte de frontière que je n'arrive pas à expliquer avec exactitude. Sans doute parce qu'ils représentent davantage pour moi l'autorité qu'une amitié qui date pourtant depuis l'enfance. La violence a créée d'autres rapports entre les jeunes. Des rapports basés sur d'autres valeurs que celles qui ont prévalu jusque-là dans la société algérienne. Cela s'appelle la déchirure. Curieusement, les jeunes Algériens qui sont restés là-bas semblent s'être habitués à cette nouvelle donne.

« *Un jour, j'étais en opération en plein centre de la capitale. On poursuivait un terroriste qu'on venait de localiser et qui a réussi à prendre la fuite. A un certain moment, je le somme de s'arrêter. Il se retourne, me regarde et reprend sa course... Ce qui m'a frappé c'est qu'il était comme moi. Jeune. Le soir, quand j'ai regagné la caserne, j'avais les larmes aux yeux. Ce jeune, j'aurais aimé le rencontrer ailleurs, dans d'autres circonstances. Je me suis demandé pourquoi on en est arrivé là. C'est vraiment triste.* » Ce récit, c'est justement celui d'un jeune policier de mon village. S'il s'exprime avec autant de facilité, c'est parce que, contrairement aux autres membres des forces de sécurité qui sont du village, il est policier depuis 1989. C'est-à-dire bien avant le début des événements tragiques que vit le pays aujourd'hui. Lui aussi souffre de cette situation. Car, contrairement aux policiers qui viennent d'être recrutés, la situation constitue une complication pour lui et non une opportunité. Il a vécu la dégradation de la situation jour après jour, ce qui n'est pas le cas des autres qui n'ont connu qu'une situation explosive. Je pense que les policiers qui appartiennent à cette catégorie commettent moins d'exactions que les jeunes membres des forces de sécurité qui n'ont connu professionnellement que la guerre. Et ces derniers encore moins que les milices dont la seule raison d'être socialement et militairement est, bien entendu, la guerre.

Aujourd'hui, mon pays, tel qu'il est devenu, me fait peur. J'ai encore plus peur quand je pense à son avenir. Aujourd'hui, il y a une génération qui n'aura connu que la guerre. Ce sont ceux qui ont aujourd'hui moins de 14 ans, voire moins de 18 ans pour être plus large. Ce sont des jeunes qui n'ont ni les mêmes réflexes que moi ni la même façon de voir les choses. Avec eux, je ne m'entends pas. Ils ne comprennent pas mon langage. Pas plus que moi je ne comprends le leur. Le courant ne passe pas entre nous. Pourtant, la différence d'âge est loin d'être importante. C'est d'ailleurs ce qui m'inquiète. Quand je pense que moi-même je ne comprends pas du tout le langage de « l'élite » qui nous gouverne aujourd'hui. Je me dis que cette

élite aura énormément de mal à faire passer son message et à se faire comprendre par cette génération de la guerre. Le devenir des institutions me préoccupe beaucoup.

Aujourd'hui, l'Algérie dépense des sommes colossales dans la lutte anti-terroriste. Une part importante du budget de l'Etat part dans le financement de quelque 200 000 nouvelles recrues qui sont venues renforcer les rangs des forces de sécurité: policiers, militaires, gendarmes et milices, ainsi que toute la logistique de la guerre. On parle de trois milliards de dollars par an. Cette effort de guerre a contribué à la naissance, au sein même des forces de sécurité, de véritables mercenaires. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir pour combien de temps le budget de l'Etat pourra-t-il encore supporter de telles dépenses dans une guerre qui semble partie pour durer, vu que militairement personne n'est pour le moment en mesure de l'emporter sur l'autre. Un jour, si le terrorisme est appelé à disparaître ou à être réduit à son expression la plus simple, que va-t-on faire de tous ces hommes qu'on a habitués à un certain confort matériel et social? Les recycler dans une autre activité? Cela paraît très difficile à réaliser dans la mesure où beaucoup d'entre eux n'ont aucune compétence, excepté celle de tuer. En plus d'ici là, ils seront devenus des «sanguinaires» qui auront pris l'habitude d'agir impunément. Ne risquent-ils pas de se transformer en de véritables mercenaires ou mafieux qui vont instaurer un climat de terreur dans le pays, voire dans toute la région de la Méditerranée? Là, la déchirure entamée avec les violences politiques survenues au lendemain de l'annulation des élections législatives de décembre 1991 sera accomplie.

L'autre sujet qui me préoccupe est celui de la multiplication des milices armées. Elles sont partout. Même dans des zones qui ne sont pas touchées par les violences intégristes. Plusieurs centaines de milliers d'armes ont été distribuées à des personnes qui, parfois, ne savent même pas les utiliser. C'est l'une des choses qui m'ont le plus profondément choqué. Autant je trouve qu'il est tout à fait normal qu'un militaire possède une arme et participe à des combats, autant cela me choque de la part d'un civil. Même si certains miliciens sont devenus de véritables seigneurs de la guerre, ils sont à mes yeux des victimes. En armant les citoyens, le pouvoir a créé une autre déchirure dans la société. Désormais, ni en Algérie ni ailleurs, on n'a le droit d'opposer un projet totalitaire à un autre. Celui de l'armée et celui des islamistes, tous deux porteurs, à mon sens de projets obscurantistes. Aujourd'hui, on veut opposer les bons citoyens aux mauvais. Les miliciens sont les « gentils » et les terroristes sont les « méchants ». Un schéma manichéen qui complique encore davantage la situation. Dans quelques années, l'Algérien qui ne voudra pas s'armer risque d'être considéré comme un traître. C'est sans nul doute l'un des aspects les plus dramatiques de la violence.

Durant mon séjour en Algérie, j'ai compris une chose essentielle: c'est beaucoup plus l'instrumentalisation de la violence qui pose problème que la violence elle-même.

Sur le plan politique, j'ai d'abord été choqué par un détail: alors que le RND venait tout juste de naître, je regardais une émission de débat sur l'unique chaîne de télévision nationale, l'ENTV. Le premier sentiment que j'ai ressenti était de la frustration. L'animateur de l'émission, grand monument de la langue de bois, analysant la situation politique dans le pays, est parvenu à la conclusion selon laquelle le paysage politique algérien se compose de trois tendances à savoir les Démocrates (entendre les Kabyles, donc régionalistes), les islamistes et la famille révolutionnaire (autrement dit le RND). L'OPA agressive du RND sur les institutions de l'Etat est choquante à plus d'un titre. Non seulement elle s'est déroulée dans le mépris le plus total des Algériens, mais elle s'est accompagnée d'une série de mesures qui ont rendu à mon sens la vie politique en Algérie insupportable.

Nacer Lamine est journaliste à *La Croix*.